

Entretien avec David Thomson

« Mais, pour des raisons politiques en France, cette dimension de religiosité, pourtant fondamentale, est souvent minimisée »

David Thomson est journaliste à RFI, auteur de *Les Revenants. Ils étaient partis faire le jihad, ils sont de retour en France* en 2016 qui a reçu le Prix Albert Londres en 2017.

Entretien réalisé par Régis Guyon en janvier 2018.

Régis GUYON. Vous avez publié en 2016 *les Revenants* qui s'attache à décrire les parcours des jeunes radicalisés de retour de Syrie et d'Irak. Quel portrait peut-on faire de ces jeunes revenants ?

David THOMSON. On est effectivement sur une population jeune mais on ne dispose malheureusement pas de statistiques. Quant aux échantillons sur lesquelles j'ai travaillé, à savoir une centaine de personnes, la moyenne d'âge se situe au maximum autour de 20-25 ans, une population jeune donc, que ce soit les candidats comme ceux qui les incitaient à rejoindre la Syrie, en d'autres termes les « recruteurs », qui avaient, dans la plupart des cas, le même âge qu'eux. Et c'est pour cette raison que leur mode de recrutement était efficace, parce qu'ils parlaient la même langue, disposaient des mêmes codes, et dans la grande majorité des cas étaient issus de la même origine sociale.

R. G. Fabien Truong évoque dans son livre l'idée de départ vécu ou assumé comme une rupture, comme on fait une fugue, pour échapper à une sorte de conformisme

social, pour s'échapper de là où l'on est, de là où l'on peut se sentir victime d'injustices pour aller vers quelque chose d'exaltant, qui enrichit une expérience vécue. Retrouve-t-on dans ces jeunes cette impulsion ?

D. T. Ces deux termes de fugue et de rupture sont parfaitement justes ; ils emploieraient quant à eux le terme de « Jahiliya », qui est une référence au premier temps de l'islam. C'est en effet un point commun à tous les jihadistes de la planète, que ce soit pour les Arabes, les Français ou les grandes figures du mouvement tel que le père spirituel, de ce qu'a été l'État islamique comme pour le plus insignifiant des jihadistes français : il y a une rupture entre « al-Jahiliya », c'est-à-dire la vie d'avant au sens islamique, et la vie d'après. Puisque dans la plupart des cas leur vie était très éloignée de toute piété, de toutes formes de pratique religieuse – même s'ils avaient majoritairement une éducation religieuse musulmane. Ce mot de rupture est donc très juste puisque tous vivent cela comme une renaissance, une rédemption, un passage vers une vie qui, en apparence seulement, n'a rien à voir avec leur vie précédente. D'une certaine manière tout change mais rien ne change.

La fugue est très juste aussi puisque beaucoup partent pour une multitude de raisons – dans mon

second livre¹ j'avais parlé de la dimension hédoniste du départ : beaucoup partent pour rejoindre une connaissance virtuelle, un copain du quartier, un frère qu'il leur a promis une vie dans un pays de cocagne, à la fois spirituel, matériel et sexuel. Finalement, on promet à tous de pouvoir faire enfin ce qu'ils ne peuvent pas faire en France. Il s'agit donc d'une inversion des rapports de domination sociaux, d'une inversion des hiérarchies sociales des normes : de dominés en France, ils deviennent dominants en Syrie par la force des armes, par la force de la terreur. Le simple fait de passer la frontière, de prendre un charter pour la Turquie, donne la possibilité d'être immédiatement au sein du groupe qui détient le pouvoir, et le monopole de la violence symbolique. Ce qui revient à dire qu'ils vivent une situation absolument inverse à celle qui était la leur en France, marquée par une situation de domination totale dans le quartier puisque la grande majorité des jihadistes – les Français comme les autres sont issus des quartiers populaires. Je me suis souvent inscrit en faux contre cette idée très répandue qui consiste à dire que pour les faire revenir à la raison, il faut commencer par la famille. Au contraire, la majorité des jeunes que j'ai suivis étaient issus de familles à risque, de cellules familiales majoritairement extrêmement dysfonctionnelles. Et là encore, je parle d'une tendance avec des exceptions, et dans *Les Revenants*, j'ai essayé de montrer un panel qui soit aussi représentatif que possible. J'ai en particulier évoqué quelques cas marginaux pour montrer que ce n'est pas uniquement une idéologie pauvre mais que ça l'est dans l'écrasante majorité.

1 Thomson D. (2014), *Les Français jihadistes. Qui sont ces citoyens en rupture de la République ? Pour la première fois ils témoignent*, Paris, Les Arènes.

R.G. Et que ce n'est pas aussi systématiquement dans les quartiers populaires, politique de la ville même si c'est très majoritairement le cas ?

“

de dominés en France, ils deviennent dominants en Syrie

”

D.T. Oui, si je devais dresser un pourcentage approximatif, on est quand même sur 90% de personnes issus de milieux populaires, très populaires, de quartiers français, de cités, et de gens qui sont issus de milieux plus favorisés. Il y a eu un effet de loupe sur ces 10% restants,

à la fin de 2014, au moment de la prise de conscience de la réalité de ce phénomène. On a alors mis l'accent sur ces familles blanches, converties. Mais en réalité, elles sont extrêmement minoritaires dans la sociologie générale des jeunes jihadistes. Personnellement, j'ai parlé d'un jeune issu d'un foyer très aisé, dont les deux parents sont cardiologues. Ils sont allés le chercher en Syrie, et l'ont ramené, grièvement blessé. Ces cas existent : les gens ne partent pas uniquement pour des raisons matérielles, parce qu'ils sont en situation de difficultés sociales en France. Il s'agit là d'une dimension qui a fait partie du déni, du tabou français, lié à la conception de la laïcité, à la représentation de la religion dans le pays : on refuse souvent, au niveau politique, de reconnaître la dimension profondément religieuse de cet engagement, de reconnaître le rôle de la religion musulmane dans ces choix. Je m'explique : tous ceux qui partaient étaient convaincus d'appliquer non seulement le vrai islam authentique mais d'en être ou d'en devenir les seuls garants ; dans tout ce qu'ils font dans leur quotidien, ils ont toujours le souci d'être dans la plus stricte application littérale, littéraliste des textes de la tradition sunnite, que ce soit dans le Coran, la sunna, dans les recommandations, les actes, les paroles du Prophète, etc. Tout ce qu'ils font, de la façon de s'habiller jusqu'au choix du pied avec lequel il faut entrer dans une mosquée, n'est rien d'autre que l'application de textes de la tradition sunnite. Ils sont animés de vraies convictions religieuses. Mais, pour des raisons politiques en France, cette

dimension de religiosité, pourtant fondamentale, est souvent minimisée.

R.G. On avait en effet dans les premiers temps, une approche très psychologisante. On essayait de retrouver les failles internes, ce qu'on peut appeler les disponibilités biographiques qui font que tel événement, telle rupture dans la vie intime et personnelle est un terreau favorable à un certain nombre de choses.

D.T. Absolument. Et ça a été un grand travers de l'analyse au niveau institutionnel et politique en France. Mais il est facile de comprendre pourquoi on convoque cette approche : elle permet d'éviter tous les sujets problématiques et sensibles, les tabous inhérents. On a très vite psychiatrisé cette question et on continue malheureusement à le faire, entraînant ainsi beaucoup de retard dans l'appréhension juste du phénomène. Je ne dis évidemment pas qu'il faut mettre de côté l'approche psychologique voire psychiatrique, mais cette analyse, qui revenait en fait à dire on a affaire à des fous a eu, à tort, beaucoup de succès. Cette grille d'analyse arrangeait tout le monde au niveau politique parce que si on a affaire à des fous, le corollaire est qu'on peut les guérir. Et on touche ici à une réponse à la sidération de l'opinion : comme ils ne sont pas dans une démarche rationnelle, on peut évacuer la question de la religion et celle du rôle de l'islam dans cet engagement. On peut également évacuer d'autres questions très sensibles qu'aucun politique n'a vraiment envie d'aborder quand on parle de terrorisme, comme celle des ratés de l'intégration en France, des causes de la détestation du modèle français, de la République française qu'ils veulent combattre. Ainsi, on évacue ces deux points sensibles et on fait croire à la population qu'il y a une méthode de déradicalisation. Et on touche alors à un autre problème : quatre ans après,

les premiers programmes sont totalement décrédibilisés, et le mot même de déradicalisation dans le débat public est devenu tabou.

R.G. On peut aussi voir dans ces formes d'engagement l'idée de communauté, au sens de société secrète, avec un art certain de la dissimulation, avec des cercles de sociabilité totalement étanches. Finalement, on adhère à un projet collectif dans lequel il y a connivence entre les gens initiés.

“

la revanche sociale et historique est à prendre en compte

”

D.T. Certainement. Parmi toutes les raisons qui poussent les gens à adhérer à cette idéologie, à ce type de groupes sociaux, il y a effectivement cette dimension-là.

Certains m'expliquent qu'ils avaient enfin l'impression de rentrer

dans une communauté protectrice. Tout cela a été un des grands ressorts de la propagande islamique, de faire croire à tous ces gens qu'ils vivaient dans un état injuste tandis qu'eux avaient créé une sorte de société idéale pour tous les musulmans, une communauté à la fois protectrice et vengeresse. Cette question, de la revanche sociale et historique est à prendre en compte aussi. La vengeance des humiliés. Elle est clairement très importante dans les motifs d'engagement. L'État islamique leur a promis cette revanche en intégrant une communauté qui allait leur redonner fierté, leur faire relever la tête pour la première fois de leur vie. Et il y a aussi, plus prosaïquement, la dimension de l'effet de bande de potes. Dans bien des groupes, que ce soit dans le groupe du terroriste du Bataclan, ou de Lunel, on était face à des gens qui se montaient la tête entre groupes de potes avec des réseaux d'affinités qui remontaient pour certains à la maternelle. Dans ces deux groupes-là, tout est parti d'une page Facebook qu'ils ont hackée sur le réseau social. Ils se sont ensuite conditionnés entre eux, mais on était sur des réseaux d'affinités communautaires de quartiers, de clubs de foot, de bars à chicha, d'écoles. Ils avaient l'impression de s'approprier leur histoire et l'Histoire avec une majuscule parce qu'ils portaient tous dans

l'idée de créer un califat. Il y avait une forme d'exaltation historique : eux, qui n'étaient rien, devenaient artisans d'un grand projet collectif et historique.

R. G. Existe-t-il une véritable distinction entre les jeunes filles et les jeunes garçons, à la fois dans leur engagement, dans le départ et le retour ?

D. T. Je ne crois pas justement ! Il y a eu au niveau institutionnel et politique une très mauvaise interprétation de l'engagement jihadiste féminin entre 2014 et 2016. Celle-ci renvoyait à la représentation de la femme et de la femme musulmane en particulier. Cette approche technique revenait à dire que, puisque ce sont des femmes, elles sont forcément soumises à une forme de domination masculine très forte, elles sont forcément victimes parce qu'elles ont été enrôlées et ont suivi presque contre leur gré leur mari. Ce que j'ai constaté, dans la grande majorité des cas, que ce soit avant le départ, sur place ou au moment du retour, c'est que cette analyse était totalement fautive : les femmes étaient à un niveau de radicalité aussi fort que celui de leur mari. J'ai même rencontré des couples dans lesquels la femme était moteur de l'engagement jihadiste, moteur du départ en Syrie. On n'avait pas du tout affaire à de pauvres victimes : les propos tenus par les femmes que j'ai interviewées dans mon livre sont très clairs, elles sont dans un niveau de détermination criminelle parfois supérieure à celui des hommes ! Elles n'ont pas pu combattre en Syrie, faute d'autorisation de la hiérarchie, mais nombre d'entre elles ont tout fait pour avoir la possibilité de mener des opérations suicides. Et nombre d'entre elles ont élevé leurs enfants dans une détermination criminelle très forte. Il n'y a donc aucune distinction à faire, à mon sens, entre l'engagement jihadiste masculin et féminin. Et finalement ce paradigme de la femme jihadiste victime a

fini par être mis en question en 2016, au moment de l'attentat raté aux bonbonnes de gaz mené par trois femmes dans les rues de Paris. Les autorités ont réalisé que les femmes étaient tout aussi dangereuses que les hommes. Cette distinction était assez problématique parce qu'au retour de Syrie, les femmes n'étaient pas mises en prison, contrairement aux hommes, certaines n'étaient même pas poursuivies. Le changement a commencé à se faire sentir à partir de 2016.

R. G. Le califat s'écroule, donc le départ n'a plus vraiment de sens, donnant lieu à l'essaimage voire au retour. Quelle est votre analyse de l'État aujourd'hui, de ce qui peut nous attendre dans les mois à venir avec ces mouvements de redéploiement des forces de l'état islamique ?

D. T. La conclusion de mon livre répond à cette question puisque le mouvement de retour à la clandestinité de l'État islamique a été engagé à partir de la bataille de Kobané, début 2015. La coalition met alors tous ses efforts sur cette petite ville pour briser les victoires de l'État islamique. À partir de là, tout commence à changer, tout doucement. Tout a changé

pour eux comme pour nous, en termes de capacités de recrutement, de menaces, de projections terroristes, etc. Parce qu'à partir de ce moment-là, l'État islamique a pu capitaliser au niveau médiatique sur les deux années de victoires ininterrompues en disant : « Regardez, nous ne remportons

“

la prison renforce leur niveau de radicalité

”

que des victoires ; c'est la preuve que nous sommes sur la voie du Prophète, nous sommes portés par la Providence ». C'est un argument marketing extrêmement puissant aux yeux de toutes les recrues étrangères. Aujourd'hui, ils n'ont enregistré que des défaites et ils perdent ce qui faisait leur force par rapport à Al Qaïda, c'est-à-dire le contrôle territorial en Syrie et en Irak, de constituer un État. Telle était la tendance marketing. Aujourd'hui, tout cela a disparu.

Sa force publicitaire est donc abolie et l'engouement, la transe collective – pour reprendre l'expression d'un revenant –, qu'ils ont réussi à générer sur les réseaux sociaux n'existent plus à présent. Pour autant, le logiciel terroriste a été inséré dans l'esprit d'un nombre inédit de jeunes en France ou ailleurs, puisque plus de 80 pays sont touchés. Une citation d'une de leurs vidéos de propagande, au moment où ils commençaient à perdre leurs premières villes en Syrie était la suivante : « Nous n'avons pas fait que perdre une bataille, nous avons créé une génération qui connaît son ennemi ». Et cette phrase de propagande est très juste. Aujourd'hui, la menace terroriste n'a plus du tout la même intensité en France, mais on a dans les prisons un contingent inédit. Et pour me fier à tous les entretiens que j'ai menés avec ces détenus terroristes, j'ai pu constater que la prison renforce leur niveau de radicalité, déjà très fort, sans parler de tous les détenus de droit commun qui sont radicalisés en prison et ont des intentions terroristes au sortir de prison. Le problème de la démocratie, c'est qu'elle ne lutte pas à armes égales avec les terroristes, et ce phénomène nous pousse fatalement à renier l'état de droits et les libertés fondamentales. Le fait est que d'ici 2020, 60% des détenus terroristes actuellement en détention vont sortir de prison et, pour en connaître un certain nombre, je sais que ces gens ont des intentions terroristes en France. Si, sur les 2 ou 3 années qui viennent, on est sur une baisse très nette des actes terroristes, sur du long ou le moyen terme, la menace reste en revanche forte et cette menace est malheureusement générationnelle.

R. G. Le recrutement se fera-t-il désormais avec les mêmes éléments de langage, avec les mêmes promesses ?

D. T. Absolument pas. Le recrutement, si l'on parle du départ à l'étranger, ne se pose

plus depuis l'été 2016 : il n'y a quasiment plus aucun départ et aucun retour pour la simple et bonne raison que la Turquie a changé sa politique frontalière, et a décidé de reprendre le contrôle de la frontière

“

On est maintenant sur une menace beaucoup plus endogène

”

syrienne, d'entrer en guerre contre l'État islamique. À partir de là, les groupes terroristes – et en particulier islamiques – pour faire venir des recrues doivent leur faire traverser les lignes ennemies. Faire venir des combattants devient donc quasiment impossible, tout comme projeter leur menace terroriste, envoyer des combattants formés sur leur territoire en France ou en Europe pour mener des opérations terroristes comme celle du 13 novembre 2015. On est maintenant sur une menace beaucoup plus endogène : un jeune me disait par exemple qu'il avait fui la Syrie pour quitter l'État islamique et qu'il l'avait retrouvé en cellule à Fleury-Merogis. Jusqu'en 2016, j'ai minimisé l'idée d'une prison incubatrice, d'une université du djihad. Aujourd'hui on est vraiment dans ce péril-là, plus que jamais.